

Publications périodiques

Comptes annuels

CAPITOLE FINANCE - TOFINSO

S.A. au capital de 32 293 310 Euros
Siège social : 2839 la Lauragaise, BP 28208, 31682 Labege Cedex
433.952.918 R.C.S. Toulouse

A. — Comptes annuels au 31/12/2018.**I. — Bilan publiable non consolidé.**

(En Euros.)

Actif	Notes	31/12/2018	31/12/2017
Caisse, banques centrales, CCP		1 343	1 343
Effets publics et valeurs assimilées			
Créances sur les Établissements de Crédit	5 & 7	292 947	240 259
A vue		292 947	240 259
À terme			
Créances sur la clientèle	1 et 4	850 659	1 297 919
Autres concours à la clientèle		850 659	1 297 919
Obligations et autres titres à revenus fixes		0	0
Actions et Autres titres à revenus variables	6	0	0
Participations et autres titres détenus à LT	6	0	0
Parts dans les entreprises liées	6	3 244 159	3 244 159
Crédit-Bail et Location avec option d'achat	2	644 220 514	563 394 845
Location simple	2	230 670 429	233 924 240
Immobilisations incorporelles	3	3 573 466	3 134 020
Immobilisations corporelles	3	6 366 751	6 002 539
Capital souscrit non versé		0	0
Autres actifs	9	12 123 441	13 248 531
Comptes de régularisation	8	8 359 227	5 941 661
Total actif		909 702 936	830 429 515

Hors-bilan	Notes	31/12/2018	31/12/2017
Engagements donnés :			
Engagements de financement			
Engagements en faveur de la clientèle	11	10 985 640	18 818 288
Engagements de garantie :			
Engagements d'ordre d'Établissements de crédit	11		

Passif	Notes	31/12/2018	31/12/2017
Banques centrales, CCP		0	0
Dettes envers les Établissements de crédit	5, 7 & 8	804 202 194	727 215 670
A vue		37 921 687	24 483 075
À terme		766 280 506	702 732 595
Opérations avec la clientèle	1	553 564	641 761
Dettes représentées par un titre		0	0
Autres passifs	9	7 380 041	7 211 101
Comptes de Régularisations	8	81 606 479	73 306 944
Provisions pour risques et charges		2 291 206	1 834 032
Dettes subordonnées		0	0
FRBG		0	0
Capitaux propres hors FRBG		13 669 453	20 220 007
Capital souscrit	10	32 293 310	32 293 310
Prime fusion	10	352 083	352 083
Réserves	10	66 511	66 511
Écarts de réévaluation			
Subventions investissement		284 741	319 854
Report à nouveau	10	-12 811 751	-13 850 435
Résultat exercice		-6 515 441	1 038 684
Total passif		909 702 936	830 429 515

Hors bilan	Notes	31/12/2018	31/12/2017
Engagements reçus :			
Engagements de financement			
Engagements reçus Établissements de crédit	11	12 169 207	15 616 132
Engagements de garantie			
Engagements reçus Établissements de crédit	11	2 161 139	2 574 759
Autres engagements reçus	11	567 508	870 062

II. — Compte de résultat publiable.

(En euros)	Notes	31/12/2018	31/12/2017
(+) Intérêts et produits assimilés	14	46 436	85 528
(-) Intérêts et charges assimilés	14	-2 556 571	-3 288 232
(+) Produits sur opérations de Crédit-bail et assimilées	14	248 234 297	226 779 642
(-) Charges sur opérations de Crédit-bail et assimilées	14	-233 916 219	-204 588 000
(+) Produits sur opérations de location simple	14	105 515 212	105 595 423
(-) Charges sur opérations de location simple	14	-103 786 383	-104 591 066
(+) Revenus des titres à revenu variable		0	0
(+) Commissions	15	0	1 038
(-) Commissions	15	-2 897 107	-3 406 566
(+/-) Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation		0	0
(+/-) Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement		0	0
(+) Autres produits exploitation bancaire	16	2 931 249	2 631 353
(-) Autres charges d'exploitation bancaire	16	-2 132 967	-1 801 883
Produit net bancaire		11 437 948	17 417 237
(-) Charges générales d'exploitation	17	-15 627 471	-14 255 135
(-) Dotations aux amortissements et provisions sur immobilisations Corporelles et incorporelles		-1 736 749	-1 159 358
Résultat brut d'exploitation		-5 926 272	2 002 743
(+/-) Coût du risque	18	-589 168	-950 908
Résultat d'exploitation		-6 515 441	1 051 835
(+/-) Gains ou pertes sur actifs immobilisés	19	0	-13 151
Résultat courant avant impôt		-6 515 441	1 038 684
(+/-) Résultat exceptionnel		0	0
(-) Impôt sur les bénéfices		0	0
(+/-) Dotations/reprises de FRBG et provisions règlementées		0	0
Résultat net		-6 515 441	1 038 684

III. — Annexe.

I. — Cadre juridique et financier - faits caractéristiques de l'exercice.

a) Cadre Juridique. — La société Capitole Finance-Tofinso, société anonyme à Directoire, filiale à 99.99% de la Caisse d'Épargne Midi-Pyrénées, est un établissement de crédits spécialisés principalement dans le crédit-bail mobilier. La société a été créée le 18/12/2000.

b) Relations financières avec les établissements du réseau. — Capitole Finance est une filiale spécialisée d'un réseau financier dont l'organe central est BPCE. Elle a été consolidée pour la première fois dans les comptes de la société mère, la Caisse d'Épargne de Midi-Pyrénées, pour l'exercice 2000.

c) Impôt sur les bénéfices. — La charge d'impôt figurant au compte de résultat correspond à l'impôt sur les sociétés dû au titre de l'exercice.

Les réseaux Caisses d'Épargne et Banques Populaires bénéficient depuis l'exercice 2010 des dispositions de l'article 91 de la loi de finance rectificative pour 2008, qui étend le mécanisme de l'intégration fiscale aux réseaux bancaires mutualistes.

L'établissement a signé avec sa mère intégrante une convention d'intégration fiscale qui lui assure de constater dans ses comptes la dette d'impôt dont elle aurait été redevable en l'absence d'intégration fiscale mutualiste.

À ce titre, Capitole Finance-Tofinso a fait bénéficier la Caisse d'Épargne Midi-Pyrénées d'un déficit fiscal cumulé au 31/12/2018 de 115 633 K€.

d) Faits caractéristiques de l'exercice

— En suivant les instructions du Groupe BPCE, Capitole Finance a appliqué au 31/12/2018 le taux d'impôt de 34.43% pour les années 2018, 32.02% pour 2019, 28.92% pour 2020, 27,37% pour 2021 et 25.83% pour les années 2022 et suivantes dans ses liasses de consolidation IFRS:

- IDA: 25.83% appliqué à nos déficits fiscaux ;
- IDP: application du taux d'impôt de la date de fin prévue du contrat de crédit-bail.

— Du fait de l'évolution annuelle de la réserve latente, Capitole Finance-Tofinso a généré une perte comptable de -6 515 K€. De ce fait, les capitaux propres au 31/12/2018 sont devenus inférieurs à la moitié du capital social.

Aucune augmentation du capital n'a été décidée à la clôture des comptes annuels, mais Capitole Finance-Tofinso, après avoir décidé de ne pas dissoudre la société dans les 4 mois, doit régulariser la situation au plus tard à la clôture du second exercice suivant.

— La provision pour risque et charges sur les valeurs résiduelles a été augmentée suite à l'augmentation de nos encours. Le montant de notre PRC risque de VR est de 1 298 K€ au 31/12/2018.

— La comptabilisation d'une nouvelle provision pour risques et charges correspond à une dépréciation sur actifs sains dégradés ; cette provision vise à conforter la couverture du risque de contrepartie.

— Il a été décidé de passer une provision pour primes gouvernementales au 31/12/2018 pour 92 K€ accompagnée de son forfait social de 20%.

— Les charges de commissions par dossier client ont été reclassées en PNB sur la présentation de la liasse IFRS à compter de 2018; elles étaient en charges externes jusqu'au 31/12/2017.

— Les primes de volume sont étalées à compter de l'année 2018: cet étalement concerne les primes de volume sur les productions de l'année 2018 sur les durées moyennes des contrats pour chacune des trois activités Lizéquip, Lizauto et Lizmer; cet étalement a un impact de +1 445 K€ dans les comptes au 31/12/2018.

— Sur le résultat fiscal, il a été déduit un montant de 2 542 K€ liés au suramortissement fiscal de la loi Macron.

II. – Informations sur les règles et méthodes comptables.

Note 1. Méthodes d'évaluation et de présentation appliquées.

Les comptes individuels annuels de Capitole Finance sont établis et présentés conformément aux règles définies par le BPCE dans le respect du règlement n° 91-01 du Comité de la réglementation bancaire et dans le respect du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC).

a) Immobilisations propres. — Les immobilisations corporelles et incorporelles sont enregistrées à leur coût d'acquisition.

Les fonds de commerce sont dépréciés sur la base de leur valeur actuelle, c'est-à-dire de la plus élevée de la valeur vénale et de la valeur d'usage. Le fonds de commerce de l'activité Crédit est déprécié à 100%.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés selon le mode linéaire et dégressif en fonction des durées d'utilisation probables suivantes :

Aménagement, installations	7 à 15 ans
Mobiliers et matériels spécialisés	5 à 10 ans
Matériels informatiques	3 à 4 ans
Logiciels	3 à 5 ans
Véhicules société	4 à 5 ans

b) Titres de participation et parts dans les entreprises liées. — Relèvent de cette catégorie les titres dont la possession durable est estimée utile à l'activité de l'entreprise car elle permet notamment d'exercer une influence notable sur les organes d'administration des sociétés émettrices ou d'en assurer le contrôle.

Les titres de participation et parts dans les entreprises liées sont enregistrés à leur date d'acquisition et pour leur prix d'acquisition, frais exclus.

À la clôture de l'exercice, ils sont individuellement évalués au plus bas de leur valeur d'acquisition ou de leur valeur d'utilité. La valeur d'utilité est appréciée notamment au regard de critères tels que le caractère stratégique, la volonté de soutien ou de conservation, le cours de bourse, l'actif net comptable, l'actif net réévalué, des éléments prévisionnels. Les moins-values latentes, calculées par lignes de titres, font l'objet d'une dépréciation sans compensation avec les plus-values latentes constatées. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Les titres enregistrés parmi les titres de participation et parts dans les entreprises liées ne peuvent être transférés vers une autre catégorie comptable.

c) Créances sur les établissements de crédit. — Les créances sur les établissements de crédit recouvrent l'ensemble des créances détenues au titre d'opérations bancaires sur des établissements de crédit à l'exception de celles matérialisées par un titre. Elles comprennent les valeurs reçues en pension et les créances se rapportant à des pensions livrées sur titres. Elles sont ventilées entre créances à vue et créances à terme.

Les créances sur les établissements de crédit sont inscrites au bilan à leur valeur nominale, augmentée des intérêts courus non échus et nette des dépréciations constituées sur risque de crédit.

d) Les opérations de crédit-bail mobilier. — Les loyers sont facturés d'avance et les produits perçus d'avance sont comptabilisés au prorata des jours restant à courir dans les comptes de régularisation.

Certains loyers sont facturés à terme échu et les produits à recevoir correspondants sont comptabilisés au prorata dans les comptes de régularisation.

Les soldes impayés ayant une antériorité supérieure à 3 mois sont reclassés systématiquement en créances douteuses et provisionnés intégralement en tenant compte des garanties.

Les créances contentieuses sont constatées au bilan par l'intermédiaire d'un virement contentieux correspondant à l'indemnité de résiliation, et provisionnées intégralement.

e) Immobilisations en Location. — Elles figurent à l'actif du bilan pour leur valeur nette. L'amortissement économique varie selon le type de matériel : il peut être linéaire ou dégressif. Les durées d'amortissement retenues sont conformes aux normes de la profession du bailleur.

Néanmoins, les biens d'occasion font l'objet d'un amortissement fiscal linéaire sur 3 ans pour tenir compte de la vétusté de ces biens.

Mise en application du CRC 2002-10 et CRC 2004-06.

Un communiqué CNC de décembre 2005 a permis d'ajourner l'application du CRC 2002-10 pour 2005 dans l'attente d'un nouveau texte. L'avis 2006-C du 4 octobre 2006 publié par le Comité d'Urgence du CNC exclus du champ d'application du CRC 2004-06 les contrats de location au sens de l'IAS 17 (immobilisations exploitées dans le cadre d'un crédit-bail ou location avec option d'achat).

f) Crédits à la clientèle. — Les crédits à la clientèle sont inscrits au bilan à leur valeur nominale, nette des provisions constituées. Les créances douteuses sont déterminées selon les directives de la Commission bancaire.

En particulier, sont reclassés systématiquement en créances douteuses au plus tard à l'issue d'un délai de trois mois, les crédits présentant des retards de règlement. Les créances dont le recouvrement est incertain font l'objet de provisions pour dépréciation, appréciées dossier par dossier ou par méthode statistique lorsque celle-ci est plus appropriée.

Les intérêts sur créances douteuses sont comptabilisés en produits d'exploitation bancaire et intégralement provisionnés.

Au sein des encours douteux, les créances douteuses compromises sont les créances pour lesquelles les perspectives de recouvrement sont fortement dégradées et un passage en perte à terme est envisagé. Les créances déchues de leur terme et les créances qui sont douteuses depuis plus d'un an sont qualifiées de créances compromises à moins que le caractère contraire ne soit démontré.

Les créances irrécouvrables sont inscrites en pertes et les dépréciations correspondantes font l'objet d'une reprise. Les créances douteuses sont réinscrites en encours sain quand les règlements reprennent de façon régulière pour le montant correspondant aux échéances contractuelles, et lorsque la contrepartie ne présente plus de risque de défaillance.

g) Charges constatées d'avance. — Ce sont des charges enregistrées en comptabilité au cours de l'exercice qui correspondent à des achats de biens ou services dont la fourniture ou la prestation doit intervenir ultérieurement.

h) Indemnités de départ en retraite. — Le stock de provision pour départ en retraite est de 224 K€ au 31/12/2018 dont 198 K€ constatés en bilan et 26 K€ qui correspondent au relevé SwissLife. La dotation PIDR comptabilisée sur la période de 6 K€.

i) FRBG. — Les Fonds pour Risques Bancaires Généraux, constitués dans le cadre de la garantie collective du Groupe des Caisses d'Épargne, sont réalisés par la société mère.

j) Provisions pour risques et charges. — Les provisions pour risques et charges sont établies conformément à la réglementation CRC 2000-06 sur les passifs. Les provisions sont calculées selon la meilleure estimation du risque concerné à la date de l'arrêté des comptes. Elles concernent essentiellement :

Typologie PRC	Valeurs en K€	
	31/12/2018	31/12/2017
PRC Quote-part de situation nette négative	0	0
PRC Litiges sur opérations de financement	265	0
PRC Litige opérationnel MOES	0	0
PRC Dossiers "HTI"	0	110
PRC Risque de VR	1 298	1 143
PRC Indemnités départ à la retraite	198	192
PRC Perte sur encours "Crédit"	159	189
PRC risques Litiges RH	0	200
PRC risques de contrepartie	372	0
Total	2 291	1 834

k) Dettes envers les établissements de crédit. — Les dettes envers les établissements de crédit sont présentées selon leur durée initiale (à vue ou à terme). Les intérêts courus sont enregistrés en dettes rattachées.

l) Jetons de présence. — Les administrateurs sont rémunérés pour leur fonction par des jetons de présence à hauteur de :
— 12 000 € brut au titre de l'exercice 2017, versés en 2018
— 12 000 € brut au titre de l'exercice 2018.

m) Produits constatés d'avance. — Les produits constatés correspondent à des opérations enregistrées en comptabilité mais pour lesquelles la société n'a pas encore réalisé les prestations correspondantes. À la clôture, ils représentent essentiellement des loyers sur opérations de crédit-bail perçus d'avance.

n) Charges d'exploitation. — Les achats sont constatés sur la base des livraisons ou la réalisation des prestations de services. À la clôture, la comptabilisation de différents types d'opérations dans des comptes de régularisation actif et passif permet d'assurer le respect du principe de séparation des exercices.

o) Commissions versées et reçues. — Suite au règlement n°2009-03 du 3 décembre 2009 relatif à la comptabilisation des commissions reçues par un établissement de crédit et des coûts marginaux de transaction à l'occasion de l'octroi ou de l'acquisition d'un concours applicable au 1er janvier 2010, la société procède à l'étalement des commissions reçues et versées sur la durée de vie du contrat.

p) Honoraires Commissaires aux Comptes. — Le montant total des honoraires des commissaires aux comptes figurant au compte de résultat au titre du contrôle légal des comptes s'élève, hors débours, à 57 K€ HT.

Montants exprimés en milliers d'euros, hors taxes récupérables et hors débours	2018			2017		
	Honoraires versés			Honoraires versés		
	E&Y	KPMG	Autre	E&Y	KPMG	Autre
Audit :						
Commissariat aux comptes, examen des comptes individuels et consolidés	29.8	26.25	0	24.5	24.5	0
Autres diligences et prestations directement liés à la mission du CAC	0	0.75	0	0	2	0
Juridique, fiscal, social						
Autres						
Total	29.8	27.0	0	24.5	26.5	0

q) Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi. — La comptabilisation du CICE a été réalisée en diminution des charges de personnel, par le crédit d'un sous compte de charges sociales en conformité avec la note d'information du 28 février 2013 de l'ANC. Le montant comptabilisé au titre de l'exercice clos le 31/12/2018 s'élève à 180 K€. Le CICE a été principalement utilisé pour la reconstitution du fonds de roulement.

Note 2. Changements de méthodes comptables. — Néant.

Note 3. Événements post-clôture. — Néant.

III. – Informations sur les postes de bilan, hors bilan et compte de résultat.

Bilan.

Note 1. Opérations avec la clientèle.
(En Euros) :

Actif	N	N-1
Clients débiteurs	0	0
Créances sur la clientèle	850 659	1 297 919
Total	850 659	1 297 919

Passif	N	N-1
Autres sommes dues	553 564	641 761
Total	553 564	641 761

Répartition des encours de crédit.

Créances saines et créances douteuses au 31/12/2018 (En Euros) :

Créances sur la clientèle	Total créances	Créances saines	Créances douteuses		Dont créances contentieuses	
			Brut	Provision	Brut	Provision
Crédits de trésorerie	172 773	142 381	538 641	450 315	358 812	358 812
Crédits affectés	677 885	619 951				
	850 659					

Provisions pour dépréciation Actif (en euros) :

Postes d'actif concernés			N - 1	Dotations	Reprises	N
Provision pour dépréciation créances			447 232	54 206	51 123	450 315
Douteuses et contentieuses	67 120 100	77 120 100		52 265	-29 776	
	67 120 110	77 120 110		1 941	-638	
	67 120 200	77 120 200		0	-20 709	
	67 120 210	77 120 210		0	0	
Total			447 232	54 206	51 123	450 315

Note 2. Opérations liées à l'activité de crédit-bail et location simple

(En Euros)	N	N-1
Crédit-bail et opérations assimilées :		
Clients douteux nets	1 935 450	1 842 669
Créances rattachées sur opérations de crédit-bail et assimilées	2 903 534	2 071 065
Immobilisations en cours	975 601	3 363 025
Immobilisations en location nettes	638 405 930	556 118 086
	644 220 514	563 394 845
Opérations de location simple :		
Clients douteux nets	619 289	444 751
Créances rattachées sur opérations de location simple	361 858	417 820
Immobilisations en cours		
Immobilisations en location nettes	229 689 282	233 061 669
	230 670 429	233 924 240

Provisions pour dépréciation Actif :

— Activité crédit-bail et location financière (en euros) :

Postes d'actif concernés			N-1	Dotations	Reprises	N
Provision pour dépréciation des immob						
Louées à des clients douteux			85 792	459 507	70 601	474 699
	60 413 000	70 413 000		99 433	-49 115	
	60 423 000	70 423 000		360 074	-21 486	
Provisions pour dépréciation des immob TNL			581 450	64 046	348 963	296 533
Provision pour dépréciation	60 413 010	70 413 010		64 046	-247 276	
Créances	60 423 010	70 423 010		0	-101 687	
Douteuses et contentieuses			9 694 724	2 181 352	1 538 900	10 337 176
	67 149 010	77 149 010		257 752	-271 743	
	67 149 011	77 149 011		43 604	-84 846	
	67 149 020	77 149 020		208 593	-14 829	
	67 149 021	77 149 021		24 087	-4 236	
	67 149 100	77 149 100		1 241 900	-882 496	
	67 149 110	77 149 110		129 784	-100 990	
	67 149 200	77 149 200		255 455	-157 182	
	67 149 210	77 149 210		20 177	-22 578	
Total			10 361 966	2 704 906	1 958 464	11 108 408

— Immobilisations en location (en euros) :

	Montant brut début ex.	Acquisitions	Cessions	Transfert	Montant brut de fin ex.
Crédit-bail et LOA	1 048 835 076	337 163 440	206 031 947	-10 201	1 179 956 367
Éléments corporels	1 045 472 051	336 187 839	202 668 922	-10 201	1 178 980 767
Immobilisations en cours	3 363 025	975 601	3 363 025	0	975 601
Locations simples	469 971 124	123 499 169	104 208 994	31 735	489 293 033
Éléments corporels	469 971 124	123 499 169	104 208 994	31 735	489 293 033
Immobilisations en cours	0	0	0	0	0
Total	1 518 806 200	460 662 608	310 240 941	21 534	1 669 249 400

(En Euros)	Montant brut début ex.	Dotations	Reprises sur cession	Transfert	Montant brut de fin ex.
Amortissements immob. En CB / LOA	488 839 515	216 504 387	165 109 783	-40 820	540 193 299
Amortissements immob. Locations Simple	236 756 662	99 880 625	77 516 126	92 895	259 214 056
Total	725 596 177	316 385 012	242 625 909	52 075	799 407 355

Note 3. Immobilisations incorporelles et corporelles :

— Variations ayant affecté les valeurs brutes (en euros) :

Immobilisations	Montant brut début EX	Acquisitions	Cessions	Montant brut de fin EX
Incorporelles	7 829 381	2 430 207	870 491	9 389 097
Corporelles	8 505 750	1 063 961	83 270	9 486 441
Total	16 335 130	3 494 168,00	953 761,00	18 875 537

— Variations ayant affecté les postes d'amortissements et de provisions (en euros) :

Amortissements	Montant brut début EX	Dotations	Reprises	Montant brut de fin EX
Immobilisations				
Incorporelles	4 695 360	1 120 271		5 815 631
Corporelles	2 503 211	616 507	28	3 119 690
Total	7 198 571	1 736 778	28	8 935 321

Note 4. Durée résiduelle des emplois et des ressources.

(En Euros)	D < 1 an	1an<d<5ans	D > 5 ans	Total
Créances s/ établissements de crédit	292 947			292 947
Créances s/ clientèle	256 938	564 344	29 376	850 659
Total actif	549 885	564 344	29 376	1 143 606
Dettes s/ établissements de crédit	342 442 811	459 504 816	2 254 567	804 202 194
Dettes subordonnées	0	0	0	0
Total passif	342 442 811	459 504 816	2 254 567	804 202 194

Note 5. Opérations avec les entreprises liées.
(En Euros.)

Bilan	N	N-1
	Réseau	Réseau
Actif :		
Comptes ordinaires réseau	153 250	103 873
Créances Sociétés Groupe - Cptes courants	1 514 200	1 514 200
Titres de participation		
Charges constatées d'avance	1 760	2 245
Produits à recevoir		
Autres comptes d'actif		
Passif :		
Comptes ordinaires	37 830 793	24 383 868
Comptes & emprunts à terme	766 280 506	702 732 595
Dettes rattachées à terme	80 499	92 101
Comptes de régularisations		
Autres comptes de passif	592 308	283 666
Produits constatés d'avance		
Hors-bilan :		
Engagements reçus	12 448 909	15 872 290
Résultat :		
Produits :		
Intérêts s/ comptes ordinaires débiteurs		
Autres produits prestations services financiers	45 405,22	73 767
Charges refacturées autres services ext.	493 663,50	466 688
Reprise dépréciations c/c filiales	0	0
Produits s/engagements donnés	0	438
Provisions risques/charges filiales	0	0
Charges :		
Intérêts s/ emprunts	2 556 571	3 288 232
Commissions d'apport	288 761	186 011
Services extérieurs fournis par groupe		
Honoraires, sous-traitance & prestations	31 396	227 721
Provisions dépréciations c/c filiales		
Provisions risques/charges filiales	0	0

Note 6. Portefeuille titres.
(En Euros)

Ventilation portefeuille	Avance en compte courant		Participation	
	N	N-1	N	N-1
Écureuil service			2 697 300	2 697 300
Alt	1 514 200	1 514 200	739 800	739 800
Total	1 514 200	1 514 200	3 437 100	3 437 100

Provision pour dépréciation des titres

Dénomination	Exercice N-1	Dotation	Reprise	Exercice N
Écureuil service	1 707 141			1 707 141
Alt	0			0
Total	1 707 141	0	0	1 707 141

Tableau des filiales et participations

Filiales et participations	Capital social	Réserves et report à nouveau	Quote-part du capital détenu en %	Valeur brute des titres détenus	Valeur nette des titres détenus	Prêts et avances consentis par Sté	Cautions et avals donnés par Sté	CA HT du dernier exercice clos	Résultat du dernier exercice clos	Dividendes encaissée par Sté dans l'exercice
A. Renseignements détaillés										
Concernant les filiales et participations										
Filiales plus 50% détenu										
Écureuil service	629 000	-217 549	100%	2 697 300	990 159			3 145 335	-190 260	0
Alt	200 000	999 014	100%	739 800	739 800	1 514 200		16 093 108	44 232	0
Filiales moins de 50% détenus	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant
B. Renseignements globaux										
Concernant autres filiales										
Filiales françaises										0
Filiales étrangères										

Note 7. Intérêts courus ou échus, à recevoir ou à payer, inclus dans les postes du bilan.

(En Euros)	Actif N	Actif N-1	Passif N	Passif N-1
Dettes envers établissements de crédit	0	0	90 895	99 207
Créances s/ établissements de crédit	0	0	0	0
Total	0	0	90 895	99 207

Note 8. Comptes de régularisation.

(En Euros)	Actif N	Actif N-1	Passif N	Passif N-1
Produits à recevoir	1 942 927	2 219 958		
Charges constatées d'avance	6 416 300	3 721 703		
Comptes de régularisation divers	0	0	0	0
Charges à payer			2 207 200	2 158 498
Produits constatés d'avance			79 399 279	71 148 447
Total	8 359 227	5 941 661	81 606 479	73 306 944

Produits à recevoir : ils sont composés essentiellement de produits à recevoir sur loyers pour 1 848 K€.

Produits constatés d'avance: l'accroissement de ce compte s'explique par l'accroissement de notre production

Charges à payer : elles se détaillent à hauteur de 2 207 K€, comme suit :

- Primes à verser aux salariés : 1 156 K€,
- Provision pour congés payés et RTT: 546 K€
- Provision pour intéressement : 492 K€
- Charges à payer s/honoraires: 12 K€

Note 9. – Autres actifs et passifs.

(En Euros)	Actif N	Actif N-1	Passif N	Passif N-1
Créances douteuses s/ titres				
Impôts et taxes	6 302 164	3 044 628	2 884 921	2 580 215
Débiteurs divers	5 821 276	10 203 903		
Clients Dépôts de Garantie			469 062	420 941
Créditeurs divers			4 003 347	4 209 945
Dettes rattachées cré. Divers				
Total	12 123 440	13 248 531	7 357 330	7 211 101

Dans le poste débiteurs divers, les acomptes fournisseurs représentent 3 744 K€.
Le crédit de TVA au 31/12/2018 est de 5 862 K€

Note 10. Situation Nette.

La situation nette a évolué comme suit pendant l'exercice :

(En Euros)	Début EX	Affectation Résultat N-1	Augmentation	Diminution	Fin EX.
Capital appelé	32 293 310				32 293 310
Prime fusion	352 083				352 083
Réserve légale	66 511				66 511
Réserves statutaires	0				0
Report à nouveau	-13 850 435	1 038 684			-12 811 751
Subvention investissement brute	943 385		150 312	192 258	901 439
Subvention rapportée au résultat	-623 532		-185 425	-192 258	-616 699
Résultat n-1	1 038 684	-1 038 684			0
Distribution de dividendes	0				0
Résultat n			-6 515 441		-6 515 441
Situation nette	20 220 006	0	-6 550 554	0	13 669 452

Le capital se compose de 922 666 titres de 35 € de nominal.
Aucun dividende n'a été versé aux actionnaires.

Variation de la réserve latente. — La réserve latente est déterminée par la différence entre la valeur nette financière et la valeur nette comptable des immobilisations louées.

	Montants €
Encours financier à la fin de l'ex N	1 005 818
Valeur nette comptable à la fin de l'ex N	679
Variation provisions exceptionnelles s/ douteux	-867 834 022
Montant avant IS	-52 281
Reserve latente avant IS a la fin de l'ex N-1	137 932 377
Reserve latente avant IS a la fin de l'ex N	124 999 421
Dotation de l'exercice	137 932 377
	12 932 955

Hors-bilan et opérations assimilées.

Note 11. Engagements financiers et sûretés réelles données.

— Engagements donnés par l'entreprise :

(En Euros)	N	N-1
Ouvertures de crédit confirmées	10 985 640	18 818 288
Garanties		

Ces ouvertures représentent uniquement des contrats signés non débloqués à la fin de de l'exercice N.

Les engagements de garanties donnés sont des créances mobilisées auprès de la Banque de France

— Engagements reçus par l'entreprise :

(En Euros)	N	N-1
Avals, cautions et garanties reçus d'établissements financiers:		
Contre-garanties	2 161 139	2 574 759
Autres garanties reçues:		
Gages et Hypothèques	567 508	870 062
Engagements reçus pour utilisation:		
Engagement reçu de trésorerie	12 169 207	15 616 132

Note 12. Effectif moyen employé pendant l'exercice :

(En Euros)	N	N-1
Cadres	56	55
Employés et agents de maîtrise	90	72
Total	146	127

Note 13. Situation fiscale latente.

(En Euros)	N	N-1
Sur réserve latente	37 759 741	36 822 606
Sur amortissements dérogatoires	0	0
Total	37 759 741	36 822 606

Compte de résultat.

Note 14. Produits et charges sur opérations de crédit-bail et assimilées, sur opérations de location simple et de crédits à la consommation

(En Euros)	Charges N	Charges N-1	Produits N	Produits N-1
Opérations crédit-bail et assimilées :				
Produits :				
Loyers			228 766 868	205 449 456
Indem. De résiliation et produits douteux			3 362 388	5 300 667
Reprise de provisions sur immobilisations			296 391	227 680
Plus-values de cessions			15 581 267	13 807 256
Autres produits			227 383	1 994 584
Charges :				
Dotations aux amortissements	216 504 387	187 830 458		
Dotations provisions sur immobilisations	163 479	470 609		
Charges sur douteux	2 044 813	3 124 209		
Moins-values de cessions	14 762 815	12 249 226		
Autres charges	440 725	913 498		
	233 916 219	204 588 000	248 234 297	226 779 642
Opérations location simple :				
Produits :				
Loyers			95 107 931	94 643 929
Indem. De résiliation, produits douteux			530 507	1 065 302
Plus-values de cession			9 753 601	9 593 449
Reprise de provisions sur immobilisations			123 172	292 743
Charges :				
Dotations aux amortissements	99 880 625	100 976 595		
Dotations provisions sur immobilisations	360 074	149 606		
Charges sur douteux	508 312	403 427		
Moins-values de cessions	3 037 372	3 061 421		
Autres charges	0	17		
	103 786 383	104 591 066	105 515 212	105 595 423
Opérations de crédit à la conso :				
Intérêts s/ prêts à la consommation			46 436	85 528
Autres			0	0
			46 436	85 528
Intérêts et charges assimilées :				
Intérêts s/ prêts et emprunts	2 516 565	3 255 564		
Autres	40 006	32 668		
	2 556 571	3 288 232	0	0

L'accroissement de la production persiste en 2018 sur les activités CBM et LS.
La production de crédit à la consommation est stoppée.

Note 15. Commissions et charges assimilées s/ opérations avec établissements de crédit

(En Euros)	Charges N	Charges N-1	Produits N	Produits N-1
Produits :				
Prestations de gestion			0	1 038
Charges :				
Commissions	2 827 563	3 348 705		
Autres	69 544	57 862		
Total	2 897 107	3 406 566	0	1 038

Les charges de commissions représentent des commissions d'apport.

Les prestations de gestion représentent pour l'essentiel les rémunérations des mobilisations de créances auprès de la Banque de France

Note 16. Autres produits et charges d'exploitation bancaire.

(En Euros)	Charges N	Charges N-1	Produits N	Produits N-1
Produits				
Produits rétrocedés			2 118 929	1 787 701
Intérêts sur fonds de garantie des dépôts			0	-165
Produits divers			812 320	843 817
Charges				
Charges rétrocedés	2 122 329	1 790 850		
Charges diverses d'exploitation bancaire	10 638	11 033		
Total	2 132 967	1 801 883	2 931 249	2 631 353

— Produits divers : ils sont essentiellement liés aux commissions perçues par CF au titre de la commercialisation de contrats d'assurances et à la participation bénéficiaire perçues des compagnies au titre de la faible sinistralité des contrats

— Produits et charges rétrocedés: ils sont principalement constitués des refacturations liées aux droits de navigation, aux cartes grises et aux frais d'entretien et de maintenance

Note 17. Charges générales d'exploitation.

— Frais de personnel :

(En Euros)	N	N-1
Salaires et traitements	6 666 172	5 553 866
Charges de retraite	13 449	12 905
Autres charges sociales	4 064 845	3 446 967
Impôts et taxes sur rémunérations	128 361	125 631
Dotations provision pour risques et charges	6 101	223 941
Reprise provision pour risques et charges	-200 000	0
Total	10 678 928	9 363 311

Les charges salariales ont été diminuées des refacturations aux sociétés du groupe pour 176 K€

Dans le poste "autres charges sociales" se trouve l'intéressement salarié qui s'élève à 484 K€

Dans le poste "impôts et taxes sur rémunérations" se trouve le crédit d'impôt compétitivité emploi qui s'élève à 180 K€

La provision pour litige a été reprise au 31/12/2018 pour un montant de 200 K€

— Autres frais administratifs :

(En Euros)	N	N-1
Fournitures de bureau	84 018	129 696
Loyers et charges locatives	319 937	397 366
Impôts et taxes	351 963	654 269
Jetons de présence	12 000	12 000
Transports et déplacements	416 865	460 621
Documentation	19 857	14 675
Dons et cotisations	15 814	26 090
Honoraires et frais d'actes	550 683	719 471
Maintenance informatique et entretien	192 011	335 853
Personnel intérimaire	159 625	47 871
Communication et publications	573 273	526 007
Missions réception	242 796	173 778
Frais divers	2 009 701	1 394 128
Total	4 948 543	4 891 824

Les prestations informatiques participent à l'augmentation des charges à hauteur de plus de 500 K€ pour les frais divers. Le changement de méthode de comptabilisation de la C3S a quant à lui fait varier les impôts de l'ordre de 300 K€. Les autres frais administratifs ont été diminués des refacturations aux sociétés du groupe pour 291K€, contre 277 K€ en N-1.

Note 18. – Coût du risque.

(En Euros)	N	N-1
Dotations aux provisions sur opérations clientèle	-54 206	-36 759
Pertes sur créances irrécouvrables	-615 657	-1 067 324
Reprises de provisions sur opérations clientèle	51 123	115 334
Dotations provision pour risques et charges	0	-232 552
Reprise provision pour risques et charges	29 572	270 394
Total	-589 168	-950 908

Note 19. Gains ou pertes sur actifs immobilisés.

(En Euros)	N	N-1
Sur immobilisations corporelles		
Dépréciation des titres de participation	0	-13 151
Dépréciation des comptes courants sur entreprises liées		
Provision pour charges sur titres de participation		
Total	0	-13 151

IV. — Rapport de gestion.

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public au siège social de la société, 2839 la Lauragaise, BP 28208, 31682 LABEGE Cedex.

V. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels.

(Exercice clos le 31 décembre 2018.)

À l'Assemblée Générale de la société Capitole Finance - Tofinso,

Opinion. — En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Capitole Finance - Tofinso relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

Fondement de l'opinion :

— **Référentiel d'audit :** Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

— **Indépendance :** Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014 ou par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit. — En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Risques de valorisation des immobilisations sur les opérations de crédit-bail mobilier et de location simple

Risque identifié	Notre réponse
<p>Votre société est exposée aux risques attachés à la valeur résiduelle des immobilisations qu'elle porte dans le cadre de ses activités de crédit-bail mobilier et de location simple.</p> <p>En effet, les encours de crédit-bail et de location simple de votre société représentent un poids significatif de son bilan, et des pertes de valeur des actifs loués pourraient avoir un impact conséquent sur sa situation financière en cas de défaillance des locataires et de revente des biens.</p> <p>La couverture comptable des risques attachés à la valeur résiduelle des immobilisations (louées et non louées) et au recouvrement des loyers impayés est matérialisée, d'une part, par des provisions de passif et, d'autre part, par des dépréciations individuelles des biens et encours impayés afférents à des clients douteux et contentieux.</p> <p>Les actifs liés aux activités de crédit-bail mobilier et de location simple représentent une valeur nette de MILLION D'EUROS 875 au 31 décembre 2018. Les dépréciations individuelles attachées à la valeur des biens et aux loyers impayés douteux et contentieux sont de MILLION D'EUROS 11,1, et les provisions de passif de MILLION D'EUROS 1,7.</p> <p>Nous avons considéré les risques de valorisation attachés aux encours de crédit-bail et de location simple comme un point clé de l'audit en raison de leur poids très significatif dans le bilan, puisqu'ils en représentent 96 %, et de l'importance du jugement dans le processus d'estimation des valeurs résiduelles.</p>	<p>Dans le cadre de nos procédures d'audit, nous avons examiné le dispositif de contrôle et testé la conception et l'efficacité des contrôles clés relatifs au recensement des expositions et au suivi des risques attachés aux encours que votre société porte dans le cadre de ses activités de crédit-bail mobilier et de location simple.</p> <p>— Concernant les dépréciations individuelles sur encours douteux et contentieux, nos travaux ont consisté en la réalisation de tests de contrôle du dispositif d'identification et de suivi des contreparties, du processus de revue et du dispositif de valorisation des garanties. Par ailleurs, sur la base d'un échantillon de dossiers, nous avons réalisé des analyses contradictoires des provisions en appréciant le caractère raisonnable de la valorisation des immobilisations liées au crédit-bail mobilier et à la location simple.</p> <p>— Concernant les dossiers sains, nous avons examiné que les risques attachés à la valeur résiduelle étaient identifiés par typologie de marché (LIZAUTO, LIZMER, LIZEQUIP). Nous avons ainsi examiné que votre société avait mis en place des outils de suivi permettant l'analyse et l'évaluation de ces valeurs résiduelles.</p> <p>Enfin, nous avons observé les données et les tendances historiques (sur la base des exercices précédents), afin de confirmer la maîtrise des risques attachés à la valeur résiduelle des immobilisations rattachées aux activités de crédit-bail mobilier et de location simple de votre société.</p>

Vérifications spécifiques. — Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

— **Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.**

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du directoire et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441 4 du Code de commerce.

— **Rapport sur le gouvernement d'entreprise :** Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil de surveillance sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L. 225 37 4 du Code de commerce.

Informations résultant d'autres obligations légales et réglementaires :

— **Désignation des commissaires aux comptes :** Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société Capitole Finance - Tofinso par vos statuts du 18 décembre 2000 pour le cabinet KPMG AUDIT FS I S.A.S. et par votre assemblée générale du 15 avril 2016 pour le cabinet ERNST & YOUNG Audit.

Au 31 décembre 2018, le cabinet KPMG AUDIT FS I S.A.S. était dans la dix-neuvième année de sa mission sans interruption et le cabinet ERNST & YOUNG Audit dans la troisième année.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels.

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le directoire.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels.

— **Objectif et démarche d'audit :** Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823 10 1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

— **Rapport au comité d'audit :** Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537/2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 822 10 à L. 822 14 du Code de commerce et dans le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Paris-La Défense et Toulouse, le 17 avril 2019.
Les Commissaires aux Comptes :

KPMG AUDIT FS I S.A.S.:
Pierre SUBREVILLE ;

ERNST & YOUNG Audit :
Frank ASTOUX.